

La compulsion de répétition (à ceux qui ont voté Ségolène Royal au 1^{er} tour...)

Frédéric LORDON

... enfin pas tous : pour ceux qui votent continûment et dans la joie « socialiste » aux deux tours on ne peut pas grand-chose, et d'ailleurs ça n'est pas vraiment à eux que ce texte s'adresse. Non, c'est plutôt aux électeurs de « gauche de gauche » qu'on pense, cette petite troupe sans doute bien minoritaire mais qu'on croyait solide, un peu plus apte que la moyenne à résister au tapis de bombes des médias, des sondages... et en l'espèce du « vote utile » ; cette petite troupe pourtant débandée d'angoisse qui, abandonnant sans coup férir tous ses ancrages politiques et intellectuels, s'est précipitée, yeux et oreilles fermés, dans le vote Royal de premier tour, et à qui on pourrait redire, comme aux munichois en leur temps, qu'elle aura « et le déshonneur et la guerre » – comprendre : Sarkozy.

On dira sans doute qu'il n'est pas de bon ton d'écrire ce genre de choses dans l'entre deux tours où tout devrait être mis en œuvre pour faire barrage à la droite la plus dure jamais vue depuis très longtemps. Mais c'est l'idée de la prise d'otage électorale socialiste qui décidément ne passe pas, et moins encore à voir l'ampleur de ce que cette fois il aura fallu avaler. Aussi, à ce point d'efficacité du matraquage où l'on se sent soi-même requis, devant le péril d'en face, de voter « comme il faut », « l'ouvrir » au moment où il faudrait faire silence est comme une dérisoire résistance, la seule manière qui reste de dire que non, c'est insupportable, et d'avertir qu'un jour il pourrait bien y avoir défection – peut-être même dès dimanche 6.

Comme s'il s'agissait d'accomplir un destin historique, chaque passage au pouvoir, et maintenant chaque campagne électorale, voit le parti socialiste s'illustrer par une trahison majeure, un reniement fondamental, une de ces pertes de substance qui accélère le devenir cadavérique. Ce n'est plus une trajectoire historique, c'est un chemin de croix, jalonné de buttes témoins et de quelques épitaphes : « ci gît cette part de nous même, une de ces choses par quoi, jadis, nous avons été socialistes ».

La conversion au marché

Les glorieuses années 80 ont été celles de la grande conversion économique. 1983 : le tournant de la rigueur et sa parenthèse jamais refermée ; 1984 : la nouvelle vocation des entreprises nationalisées c'est de faire du profit comme les autres – c'est-à-dire de finir privatisées ; 1984 encore : l'acte unique – l'Europe sera un grand marché ou ne sera rien, quant aux Etats, ils se soumettront au droit européen de la concurrence libre et non distordue ; 1986 : la déréglementation financière – c'est la Bourse, donc c'est moderne et vivifiant. Il serait utile, édifiant même, mais fastidieux, de prolonger jusqu'à aujourd'hui la chronique de ce long délabrement idéologique qui, de la monnaie unique façon Delors à l'actionnariat salarié façon Fabius, en passant par les privatisations Jospin et les stock-options Strauss-Kahn, aura tant déporté le parti socialiste sur sa droite que même Sarkozy inquiète davantage la presse financière anglo-saxonne et les commissaires européens qui se prennent pour des surveillants généraux¹.

¹ Voir à ce propos « Brussels shocked by Sarkozy rhetoric », *Financial Times*, 30 mars 2007

Heureusement l'actualité offre parfois toute sa puissance de raccourci et de concentration pour replier toute une conjoncture dans un événement minuscule. C'est ainsi que la trahison, presque trop belle pour être vraie, d'Eric Besson, échappe à l'ordre du fait divers ou de la péripétie sans suite, pour livrer, mais évidemment à qui veut bien la prendre au sérieux, un état du PS en matière de doctrine économique. Car on ne fera croire à personne que le ressentiment, le dépit, la vexation et toutes les blessures d'ego puissent à *eux seuls* expliquer une si formidable conversion partisane... à moins que celle-ci n'ait à peu près aucun des caractères d'une conversion idéologique. Eric Besson n'a rien révisé de ses idées économiques, les hasards d'un narcissisme offensé l'ont simplement conduit à aller poursuivre indifféremment à l'UMP l'activité qu'il exerçait au PS... Qui pourrait imaginer que, même piétiné et humilié au dernier degré, le « Eric Besson » du PS des années 70 eût pu un seul instant envisager aller déverser sa bile et recycler son « expertise » au service de la droite d'alors ? « *Mon ralliement n'est pas un reniement* » déclare Eric Besson². Et c'est vrai ! « *Je suis toujours un homme de gauche* » ajoute-t-il. La conséquence s'en déduit logiquement, mais sous forme d'une question : quelle est cette sorte de gauche qu'on peut quitter pour la droite sans se renier – sinon la droite ? Pour que si invraisemblable reconversion se produise, il faut qu'elle ait été rendue possible par des mouvements historiques d'ensemble, qui n'ont rien à voir avec la singularité des personnes, et ont préparé les rapprochements les plus incongrus. C'est pourquoi Eric Besson, premier de leurs piétons, rend enfin visibles les invisibles passerelles que deux décennies de dérives libérales du parti socialiste n'ont cessé de jeter, et c'est ainsi que l'expert Besson tel qu'il expertisait à la satisfaction de tous au PS, peut s'en aller faire la même chose à l'UMP, événement qui en dit moins long sur une psychologie perturbée que sur une certaine configuration idéologique générale.

Et puisque l'actualité est décidément prodigue, à tous ceux qui renâcleraient à la thèse trop rude de la convergence UMPS en matière économique, il suffira d'ajouter ce morceau choisi, ce petit bijou d'aveu inconscient, comme on ne l'aurait pas même rêvé, glané dans la prose d'un certain Jean-François Pascal, délégué national du PS, dont personne ne pourra croire, en ces temps de décisives manœuvres de second tour³, qu'il ne s'autorise que de lui-même et n'engage que lui-même : « *Ségolène Royal n'est pas la gardienne du temple d'un socialisme de jadis. Elle refuse la rhétorique idéologique, elle rompt avec le tout-Etat, avec la culture de la dépense et de la redistribution irresponsable* »⁴, propos dont non seulement la teneur, mais jusqu'au style – « rhétorique idéologique », « tout-Etat », « culture de la dépense », « redistribution irresponsable » – entraînent de droit, en tout cas jusqu'à il y a peu, dans le registre typique de la polémique, et pas la plus fine, de la droite, et pas la moins épaisse. Voilà donc que le PS parle de ce qu'il a été – et ne veut plus être aujourd'hui – avec les mêmes mots que la droite d'hier...

Le rejet de l'« excuse sociologique »

Contractée dès le début des années 80, la pensée néolibérale du parti socialiste n'a pas cessé de s'épanouir depuis ; aussi la véritable « innovation » idéologique des années Jospin doit-elle être cherchée ailleurs. A dire vrai, il n'aura pas fallu attendre bien longtemps pour qu'elle se fasse connaître. C'est chose faite dès 1997, au colloque de Villepinte qui liquide, comme « pensée de l'excuse », toute analyse sociologique des causes de la violence urbaine. Rejoignant ainsi le registre le plus grossier de la droite la plus idéologique, et communiant avec elle dans cette aberration intellectuelle sans équivalent qui consiste à penser qu'« expliquer c'est commencer de justifier », la gauche Jospin-Chevènement croit expier son

² *Europe 1*, 24 avril 2007.

³ Ce texte a été rédigé le 25 avril 2007.

⁴ *Libération*, 25 avril 2007, rubrique *Rebonds*.

complexe de faiblesse sécuritaire et tranche d'un coup ce qui faisait en cette matière la singularité de la gauche, quelle qu'ait pu être sa politique de sécurité par ailleurs, à savoir de ne pas renoncer à *comprendre*. Maintenant d'accord avec la droite au front bas, et d'un accord qui n'est pas de circonstance mais bien de principes, la gauche, elle aussi, abandonnant non seulement tout moyen mais toute ambition de rendre intelligibles les faits sociaux qu'elle entend pourtant saisir, n'a plus à sa disposition, comme Nicolas Sarkozy, que l'hypothèse du *mal* pour rendre compte de ces faits maintenant voués à la stupéfaction, et pour seul horizon politique conséquent, certes encore lointain mais voué à être rejoint, celui de la répression sans phrase – on ne s'étonnera pas que les jeunes des banlieues, qui sont des experts pratiques en ces domaines, ne fassent pas de grandes différences entre un Nicolas Sarkozy, déjà expérimenté, et un éventuel Julien Dray à venir...

La valeur-travail contre l'assistanat

Mais voilà maintenant le PS entré dans la zone des rendements croissants de décomposition – et tout s'accélère. L'épreuve du pouvoir n'est plus seule à produire des effondrements doctrinaux, qui surviennent désormais même à froid, par le simple effet d'une configuration intellectuelle bien installée, déployant mécaniquement tous ses effets indépendamment des circonstances. Aussi n'y a-t-il pas lieu d'être surpris que le programme de Ségolène Royal offre à son tour le spectacle d'un de ces reniements-jalons qu'on n'aurait pourtant jamais cru possible il y a encore quelques années. Le cru 2007 n'est donc pas inférieur aux deux qui le précèdent : il sera celui de la valeur travail et de la vitupération des assistés. Dans un parallélisme assez judicieusement souligné par Olivier Besancenot, les professions de foi des deux principaux candidats s'ouvrent donc sur la même célébration et la même stigmatisation. Ainsi va la compulsion de répétition, spasmodique, incoercible, échappant maintenant à toute régulation et qui, après la conversion aux bienfaits du marché, après le rejet des « excuses sociologiques », fait prendre un nouveau grand tournant à la vision socialiste du monde salarial désormais séparé entre les vrais croyants de la valeur-travail et le sous-continent réprouvé de l'assistanat.

Pour percevoir l'ampleur de ce basculement idéologique, il est utile d'avoir la profondeur de champ d'une histoire dont Serge Halimi⁵ rappelle comment le débat politique américain, bien avant la droite française, (inévitablement) rejointe par les socialistes, l'a de longue date parcourue, et avec quels effets. Car la stigmatisation des « assistés » aura été le fer de lance idéologique grâce auquel, dressant les « un peu pauvres » contre les « très pauvres », c'est-à-dire les petits blancs de la classe ouvrière contre les noirs, les républicains ont reconquis les classes populaires, au nez et à la barbe des démocrates. Par une instrumentation parfaitement cynique des affects de la souffrance salariale, détournés de leurs vraies causes économiques et sociales et redirigés, sous la forme du ressentiment, vers une catégorie que sa différence raciale aidait à soustraire à tout « front solidaire », la droite américaine, montre Halimi⁶, a entièrement reconfiguré à son profit le paysage idéologique d'ensemble, sur la base de thèmes qu'on va aisément reconnaître... puisqu'ils sont maintenant, « gauche » et droite confondues, ceux du débat public français : honneur à ceux qui se lèvent tôt et travaillent dur ; honte aux fainéants suspendus aux guichets ; haro sur la ponction fiscale redistributrice qui spolie les « petits » et associe la pénalisation du mérite au financement de l'oisiveté, etc. Autant de thématiques qui permettent d'escamoter le conflit capital-travail pour faire passer la ligne de clivage à l'intérieur du salariat lui-même, conformément à une orientation stratégique constante du néolibéralisme... mais dont on

⁵ Serge Halimi, « Identité nationale ou imitation américaine ? », *La Valise diplomatique*, 18 avril 2007, <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2007-04-18-Identite-nationale>

⁶ Voir également, *Le Grand bond en arrière*, Fayard, 2005.

imaginait pas que le parti socialiste lui prêterait jamais la main. Que la droite néo-conservatrice de Sarkozy se propose, à l'image de ses inspirateurs américains, d'emprunter cette voie-là n'a rien de spécialement étonnant. Que la gauche l'y rejoigne en dit long, non seulement sur le déport tendanciel dans lequel se trouve irrévérablement pris le parti socialiste, mais également sur sa simple rationalité politique car on voit mal quel avantage il pourrait trouver à se mettre à la remorque de la droite sur un terrain où il aura toujours un train de retard sur elle, quand on voit bien tous les inconvénients, à commencer par ceux de l'indignité, à dissoudre dans l'assistanat la réalité des conflits dont la ré-expression constitue normalement sa raison d'être politique. Que le parti socialiste, donc, accepte de s'engager avec la droite dans une compétition perdue d'avance en cette matière de stigmatisation de l'assistance, et par là se condamne à perdre et son honneur politique et sa base électorale ouvrière – mais ne l'a-t-il pas déjà perdue depuis longtemps ? – est un de ces paradoxes voués à demeurer incompréhensibles sauf à prendre la mesure de la révolution mentale qui s'est opérée en deux décennies dans les entendements de ses dirigeants – confirmant par là que Eric Besson, à ses déplacements aberrants près, n'est pas l'exception qu'on croit. Par un mouvement tactique qui se voulait sans doute suprêmement habile et où se mêlent en fait à peu près tous les degrés de bêtise, le PS aura donc apporté un concours décisif à l'acclimatation d'un thème dont on peut être certain et de la prospérité... et de ce que lui-même en finira plumé ! – ou bien simplement transformé complètement en parti de droite, c'est-à-dire ayant rejoint en acte ce qu'il était en puissance...

Que tel soit le devenir probable du parti socialiste est déjà bien assez catastrophique pour qu'il n'y ait pas eu besoin d'y ajouter l'onction d'un vote Royal de 1^{er} tour du moins de la part de ceux dont on aurait davantage attendu qu'ils soient là non pour s'abandonner eux aussi à leurs angoisses mais pour rappeler, par leurs prises de position, qu'il reste tout de même, à gauche, quelques réserves de résistance. Au lieu de quoi nous avons eu droit à un appel non seulement à nous précipiter dans le giron de Royal en abandonnant toute idée d'expression électorale, quelle qu'elle pût être, d'une véritable posture de gauche, mais à le faire qui plus est sous l'égide d'un devoir de « responsabilité »⁷... A tous ceux-là, et aussi à ceux qui n'ayant signé aucun appel ne s'en sont pas moins rendus au vote Royal quand on les aurait attendus n'importe où ailleurs à gauche mais pas là, on voudrait donc rappeler cette irrésistible « progression » historique et les étapes qu'elle enchaîne les unes après les autres – conversion au marché, rejet de l'« excuse sociologique », stigmatisation de l'« assistance » – pour les inviter par un effort d'imagination à anticiper quel pourrait bien être le coup d'après, celui qui viendra inévitablement, et, revenant de ce futur à leur passé immédiat, leur demander s'il leur apparaît que la validation de ces régressions successives, celle de 2007 n'étant pas la moindre, leur semble rétrospectivement avoir été la meilleure chose à faire. Car c'est bien vrai, dans les termes mêmes de leur appel, qu'ils auront pris une « responsabilité » – mais laquelle ?...

⁷ « Le 22 avril, assumer notre responsabilité. Un appel de 200 intellectuels pour Ségolène Royal », *Libération*, 19 avril 2007.